



Faire de l'information le bien commun
de la communauté universitaire.

2022

Rapport d'activité

Rapport d'activité 2022

Table des matières

Le mot du président	1
2022 : année de transition	2
Pilotage du consortium	3
Les départements.....	4
Couperin 2022, en bref	5
Refonte du site internet	7
Présentation de l'activité par projet 2022	9
Organisation des négociations Documentaires	10
Pôle Grands comptes	11
Pôle Sciences et techniques	12
Pôle Lettres et sciences humaines	12
Pôle Sciences juridiques et politiques.....	13
Pôle Économie-gestion.....	14
Pôle Logiciels	14
Enquête ERE	15
Enquête APC	16
Groupe de travail Science Ouverte	18
Cellule E-Books	19
Groupe de travail indicateurs.....	20
Développer la science ouverte.....	22

2022, année charnière pour Couperin. Cette année a vu la reprise à la hausse des tarifs des ressources numériques, sous l'influence du contexte inflationniste international. Les éditeurs ont été de plus en plus nombreux à proposer des modèles économiques fondés sur les abonnements et les publications, participant ainsi du mouvement global de changement de paradigme de l'édition scientifique. L'expertise de Couperin s'est vue particulièrement sollicitée pour analyser les conséquences de ces évolutions : comprendre la complexité des modèles, des modalités de fonctionnement en gardant le cap donné par la lettre de cadrage. Couperin a agi, selon ses principes constitutifs, en écoutant les besoins des membres, en les faisant entendre aux éditeurs et en faisant valoir l'intérêt du collectif.

Couperin a tenu la barre : l'augmentation moyenne des négociations n'a pas dépassée 1,53% en 2022 par rapport à 2021. Le rôle des négociateurs, au sein des établissements membres, des responsables de Pôles et de l'équipe de permanents dédiés à ces questions a été déterminant et démontre à nouveau la pertinence du modèle de mutualisation.

Transition aussi dans les groupes de travail en soutien aux négociations qui se sont encore structurés pour mieux répondre aux nouveaux défis : en fournissant des analyses juridiques et techniques, en établissant des comparaisons internationales pour éclairer les décisions, en étudiant toujours plus finement les usages, en interrogeant les communautés de chercheurs et les professionnels de l'information scientifique qui les accompagnent, en organisant des échanges et la diffusion de bonnes pratiques.

Pour mener à bien ses missions Couperin a toujours su faire réseau avec ses partenaires, d'aujourd'hui et de demain comme le MESR, l'Inist-CNRS, l'ABES, l'ADBU, EPRIST, OpenAIRE, OCLC, COUNTER...

2022, une année de transition enfin car aux derniers feux de cette année, le consortium a renouvelé ses instances, son Bureau professionnel, sa coordination, son Conseil d'administration. L'excellence des travaux conduits jusqu'alors oblige ceux qui prennent le relais, mais ils se savent portés par la force du réseau et animés par le sens de leur mission collective.

Que ce rapport d'activité soit le témoin de l'énergie et du travail de tous les bénévoles de cette association et de ses permanents, qu'il soit aussi l'occasion de les remercier pour leur engagement sans faille.

Jun 2023,
Michel Deneken
Président de l'Université de Strasbourg
Président du consortium Couperin

2022 : ANNÉE DE TRANSITION

Le Consortium unifié des établissements universitaires et de recherche pour l'accès aux publications numériques (Couperin) organise la négociation des ressources documentaires électroniques de l'enseignement supérieur et de la recherche en France en vue de leur acquisition. Il constitue un réseau d'expertise en Information Scientifique et Technique (IST).

L'année 2022 a été une année d'élection pour Couperin.

Ce rapport d'activités reflète donc l'investissement constant, l'expertise, la vision et l'engagement du bureau et du Conseil d'administration précédent, comme de l'équipe des permanents. Qu'ils soient tous vivement remerciés pour leur contribution majeure au réseau Couperin et à leur investissement pour le collectif dans l'Enseignement supérieur et la recherche. Lise Dumasy depuis 2017 a assuré une présidence active au côté de Grégory Colcanap, coordinateur du consortium depuis près de 14 ans. Ils ont conduit Couperin, avec leurs prédécesseurs, à l'âge de la maturité grâce à leur détermination et leur capacité à privilégier l'intérêt commun.

Le nouveau bureau élu en novembre 2022 et le nouveau Conseil d'administration installé en janvier 2023, les remercient chaleureusement au nom de tous les membres.

PILOTAGE DU CONSORTIUM

Les instances de gouvernance sont le Conseil d'Administration (21 membres élus) et le bureau professionnel (11 membres élus + président + trésorier + invités permanents). Fin 2022, les instances du consortium ont été renouvelées pour un nouveau mandat couvrant la période 2023-2025.

Conseil d'administration

Président du consortium

- Michel Deneken, Université de Strasbourg

Vice-présidentes

- Christine Neau-Leduc, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne
- Sylvie Rousset, CNRS

Personnalités qualifiées

- Lidia Borrel-Damian, Science Europe
- Lise Dumasy, ancienne présidente de Couperin
- Carole Letrouit, IGESR

Trésorière

- Laure Lefrançois, Université de Montpellier

Membres de droit avec voix consultative

- Odile Contat, Ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche
- Marlène Delhaye, Responsable du département services et prospective
- Christine Weil-Miko, Responsable du département des négociations documentaires
- Françoise Rousseau-Hans, Coordinatrice du consortium

Membres invités

- Nicolas Morin, Directeur de l'ABES
- Geneviève Almouzni, Académie des sciences
- Martine Garnier-Rizet, ANR
- Les six membres de la coordination

Collège A – Université et assimilés

- Michel Deneken, Président de l'Université de Strasbourg
- Frédéric Fleury, Président de l'Université Lyon 1
- Anne Fraisse, Présidente de l'Université Montpellier 3
- Xavier Leroux, Président de l'Université de Toulon
- Christine Neau-Leduc, Présidente de l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne
- Olivier Simonin, Président de l'INP Toulouse

Collège B – Organismes de recherche et assimilés

- Gilles Bordier, CEA
- Odile Hologne, INRAE
- Audrey Legendre, IRSN
- Michel Pohl, INSERM
- Laurent Romary, INRIA
- Sylvie Rousset, CNRS

Collège C – Écoles

- François Dellacherie, Telecom SudParis, Commission recherche de la CGE
- Anne Laurent, Polytech Montpellier, CDEFI
- Nicolas Sauger, CGE

Collège D – Bibliothèques de recherche

- Anne Pasquignon, Bibliothèque nationale de France

Collège E – Établissements de santé

- Frédéric Riondet, Hospices civils de Lyon

Membres de la coordination

Coordinatrices du bureau

- Françoise Rousseau-Hans, CEA
- Émilie Barthet, Université de Bourgogne

Responsables Département Négociations documentaires

- Christine Weil-Miko, Inist-CNRS
- Adeline Rege, Université de Strasbourg

Responsables Département Services et prospective

- Marlène Delhaye, Aix Marseille Université
- Sébastien Perrin, Mines Paristech

Bureau professionnel

Élus du bureau professionnel

- Les six membres de la coordination
- Cécile Bajard, Université Paris Est Créteil
- Sophie Brezel, Bibliothèque nationale de France
- Thierry Fournier, Université de Rennes 1
- Jacqueline Gillet, INRIA
- Élise Girold, BNU Strasbourg
- Christine Ollendorff, ENSAM

Membres de droit

- Michel Deneken, président de Couperin, Université de Strasbourg
- Laure Lefrançois, trésorière, Université de Montpellier

Invités permanents

- Catherine Breux-Delmas, Responsable du pôle SHS, Université Cergy-Pontoise
- Emeline Dalsorg, Responsable du pôle SVS, BIU Santé Paris
- Mathilde Herrero, Responsable du Pôle SJP, BIU Cujas
- Claire Nguyen, Responsable du pôle SEG, Université Paris Dauphine
- Adeline Rege, Responsable du pôle ST, Université de Strasbourg
- Sébastien Perrin, Animateur du groupe Science ouverte, Mines ParisTech
- Cédric Mercier, Animateur du GTSO, Université de Paris Saclay
- Dorothee Camus-Pain, Animatrice de la Cellule e-books, UVSQ
- Jacqueline Gillet, Animatrice du groupe GTI, INRIA
- Grégory Colcanap, Expert ISTEEX, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne
- Élise Girold, Experte COLLEX, BNU Strasbourg
- André Dazy, Coordinateur technique du département DSP
- Jérôme Kalfon, Coordinateur technique du département DND

Département Négociations Documentaires (DND)

Le DND définit et coordonne l'action des négociateurs, tous issus des établissements membres ; il veille à la collecte et à l'enrichissement des données relatives à ces négociations, à l'usage et au coût des ressources électroniques, et les diffuse auprès des membres de l'association. Les négociateurs sont répartis au sein de 6 pôles thématiques. Une partie de l'organisation a été modifiée lors de l'assemblée générale de novembre 2022.

Responsables

- Co-Responsables (Élections novembre 2022) : Christine Weil-Miko, Inist-CNRS et Adeline Rege, Univ Strasbourg

Collaborateurs Couperin

- Coordinateur technique : Jérôme Kalfon
- Chargé de projets : Vincent Harnais
- Chargée de projets : Valérie Larroque
- Chargée de projets : Anne-Sophie Tagliavini

Les pôles de négociations

GCO – Grands comptes

- Chef de pôle : Christine Weil-Miko, Inist-CNRS
8 négociateurs / 8 négociations

LSH – Lettres et sciences humaines

- Chef de pôle : Catherine Breux-Delmas, Bibliothèque Sorbonne
40 négociateurs / 38 négociations

SEG – Sciences économiques et gestion

- Chef de pôle : Claire Nguyen, Université Paris Dauphine

SJP – Sciences juridiques et politiques

- Chef de pôle : Mathilde Herrero, BIU Cujas

ST – Sciences et techniques

- Chef de pôle : Adeline Rege, Univ Strasbourg
33 négociateurs / 31 négociations

SVS – Sciences de la vie et santé

- Chef de pôle : Emeline Dalsorg – BIU Santé Paris
24 négociateurs / 27 négociations

LOG – Logiciels

- Chef de pôle : Marie Nikichine – Univ Montpellier
5 négociateurs / 2 négociations

Département Services et prospective

Le DSP est chargé de mettre en place des services à destination des membres et d'animer un réseau d'expertise sur les questions d'information scientifique et technique.

Il vise à mutualiser les expériences et les projets dans les domaines suivants au sein de groupes de travail : la science ouverte, les livres électroniques et les indicateurs de pilotage des politiques documentaires numériques.

Il est porteur ou partenaire des projets ezPAARSE, ezMESURE, OpenAIRE. Il co-pilote le consortium Orcid-France.

Responsables

- Co-Responsables (Élections novembre 2022) : Marlène Delhaye, Aix Marseille Université et Sébastien Perrin, Mines ParisTech

Collaborateurs Couperin

- Coordinateur technique : André Dazy
- Chargé de projets : Thomas Porquet
- Développeur : Yannick Schurter

Les groupes de travail

GTSO – GT Science ouverte (40 membres)

- Co-animateurs : Sébastien Perrin, Mines ParisTech et Cédric Mercier, Université Paris Saclay

CeB – Cellule e-Book (10 membres)

- Animatrice : Dorothee Pain, Université Versailles Saint Quentin et André Dazy, Couperin, par intérim

GTI-GT indicateurs (19 membres)

- Animatrice : Jacqueline Gillet, INRIA

De nouveaux types de négociations

Le dynamisme du département des négociations documentaires se confirme par la création d'un **nouveau pôle Logiciels** rassemblant les négociations pour des outils et logiciels documentaires et l'ouverture des négociations pour **des ressources nativement ouvertes**. C'est le cas de l'éditeur Public Library of Science (PLOS), avec lequel un accord pour 2023 a été négocié en 2022.

Concilier politique de science ouverte et biodiversité

Les politiques générales d'ouverture de la science, si elles se traduisent généralement à l'étranger par des accords *Publish & Read*, sont diversement conduites en France.

Le plan national pour la science ouverte appelle à la généralisation de l'obligation de publication en accès ouvert de la recherche financée sur fonds public, mais en privilégiant la biodiversité. Le consortium se doit d'entendre la voix des établissements qui s'appuient sur la voie verte pour atteindre l'ouverture maximale autant que ceux qui privilégient des accords globaux de lecture et publication.

C'est pourquoi, alors que dans plusieurs pôles les propositions d'accords globaux de publication et de lecture ont été nombreuses, la complexité structurelle des propositions, alliée à la mixité des équipes de recherche dans les laboratoires des établissements français, a conduit le consortium à expérimenter un modèle de lecture et publication couvrant 100% de la production des établissements abonnés, - c'est le cas de Wiley - à explorer les modèles - c'est le cas d'Oxford University Press, ou Taylor & Francis, ACM ou l'American Chemical Society - et surtout à mieux analyser la diversité de la situation française.

L'appui et l'expertise de NegOA

Devant la complexité des modèles, le groupe NegOA a appuyé les négociateurs en analysant des cas étrangers, en travaillant avec les négociateurs pour comprendre les offres proposées. Le groupe a également comparé différents outils de gestion du workflow de publication utilisés par les éditeurs. La charge de travail pour ces accords, notamment du point de vue administratif est importante, souvent soutenue par le consortium. À l'avenir, la question de la diversité des flux de financement devra également être plus largement étudiée.

Finalement en 2022, un accord global de publication en open access et de lecture (*Publish & Read*) a été négocié par Couperin pour les revues de Cambridge University Press, pour la période 2023-2025. Pour nos collègues chimistes des conditions particulières de publications en accès ouvert ont été négociées pour 2023 dans les revues hybrides, avec aussi une remise tarifaire pour la publication dans les revues full open access.

Comprendre l'utilisation des APC

L'enquête APC 2022 a permis de scruter plus de 8 millions d'€ de dépenses de publication en accès ouvert de près de 90 établissements. Ces données précises permettent en parallèle de d'analyser les données de la production française fournies par les éditeurs et d'y constater les lacunes et les inexactitudes.

Le GTSO se structure encore

Au sein du GTSO (Groupe de travail Science Ouverte) le groupe « Archives ouvertes » a évolué pour devenir le groupe « Interopérabilité et réseaux », tandis que le groupe Étude a cessé ses activités. Le GTSO Données, quant à lui, a poursuivi ses activités d'accompagnement sur les questions liées aux données de la recherche, avec la tenue de webinaires, la mise à jour des fiches pratiques et la réalisation d'interviews dans différents établissements. Le groupe Juridique s'est concentré sur l'enquête sur le Plan S et l'analyse des clauses Elsevier/TDM, et prévoit d'approfondir la réflexion sur le TDM en 2023.

Le Groupe Interopérabilité et Réseaux assure une veille sur les référentiels liés aux productions scientifiques et sur les structures de diffusion/valorisation des publications scientifiques. Le Groupe Négociation OpenAccess a réalisé diverses actions, notamment la mise à jour du tableau des volets open access des négociations, l'organisation d'un webinaire sur l'accord global de publication et de lecture avec Wiley, et une enquête auprès des membres sur l'appropriation des volets open access des négociations.

Couperin : NOAD d'OpenAIRE

Couperin est le *National Open Access Desk* (NOAD) d'OpenAIRE pour la France, relayant les actions de formation et assurant l'information et la formation des professionnels de l'IST et des chercheurs. Le consortium a également lancé une campagne d'adhésion à des tarifs négociés au DOAJ et à SPARC Europe, soutenant ainsi ces initiatives de science ouverte. Il facilite l'adoption des identifiants ORCID en France et coordonne les besoins exprimés par ses membres au sein du consortium ORCID qu'il co-pilote avec l'ABES. L'élection d'un représentant français, et l'organisation de l'AG annuelle à Paris ont renforcé la présence française au sein de la gouvernance d'ORCID, et une étude sur l'usage des identifiants numériques des contributeurs de la recherche est en cours.

L'enjeu des livres électroniques

La Cellule E-Books accompagne les négociateurs de ressources numériques, assure une veille sur les plateformes et les modèles économiques, et a organisé la Journée du Livre Électronique (JLE) 2022. Elle accompagnera le soutien au deuxième e-manuel en préparation pour 2023.

Toujours mieux connaître les usages des ressources

Le projet ezMEASURE a connu des développements en 2022, avec la mise en place d'un module permettant de suivre les statistiques de consultation des ressources électroniques au format COUNTER (ezCOUNTER).

REFONTE DU SITE INTERNET

En 2022 a démarré le chantier de refonte du site web du consortium. Ce travail s'est appuyé sur une démarche UX Design (expérience utilisateur). L'intégration du nouveau site a été menée en partenariat étroit avec le service Communication de l'Inist-CNRS.

Calendrier du chantier

Nos partenaires



Démarche UX et maquettage

Lancement du chantier en mars 2022 avec une démarche UX accompagnée par le prestataire VaHumana :

- Entretiens individuels ou en petits groupes (entretiens semi-directifs),
- Atelier cibles et usages,
- Atelier de co-production,
- Atelier d'alignement (jusqu'à l'été 2022),
- Comités de pilotage (9 mai, 16 juin),
- Protocole de test et présentation des maquettes pour les tests utilisateurs (28 septembre)
- Comité de projet site web hebdomadaire
- Atelier de clôture (21 octobre)
- Suivi de l'intégration

Tous ces rendez-vous ont impliqué différents collègues (en établissement, parmi nos contacts et partenaires réguliers ou moins réguliers pour un panel large, les membres élus et les permanents de l'association).

Intégration du site

Un important travail en partenariat étroit avec le service Communication de l'Inist-CNRS a été conduit. Le service a repris la maquette fournie et procédé à l'intégration complète des éléments pour le site principal et établit une déclinaison pour chaque groupe de travail afin qu'une identité visuelle soit conservée.



Migration des contenus

Le travail de migration et remise à jour des contenus s'est achevé en 2023.

Migration et reprise des noms de domaine

Les noms de domaines ont été gérés gracieusement par nos collègues de la MSH (depuis les débuts du consortium). Dans une logique de regrouper nos services chez un même partenaire, les noms de domaines ont été repris par l'Inist-CNRS.

Synchronisation avec Consortia Manager



Négociations

Négociations en cours

Contact négociateurs

Accès à Consortia Manager

La société Digiwin a développé deux plugins de synchronisation ConsortiaManager —> Wordpress conçus entre septembre 2022 et avril 2023 qui permettent d'alimenter deux pages distinctes avec les dernières mises à jour quotidiennes :

- La page des accords en cours <https://www.couperin.org/negotiations-en-cours/>
- La page des contacts négociateurs <https://www.couperin.org/negociateurs/>

Les équipes des services Communication et celles du service Ingénierie des Systèmes d'Information à l'Inist-CNRS.

Quatre nouveaux sites et une identité visuelle renouvelée

4 nouveaux sites web pour couperin mis en ligne 23 mai 2023 après plusieurs mois de travail : <https://www.couperin.org/le-consortium/actus/bienvenue-sur-notre-nouveau-site/>



Site principal

Le site est la vitrine du consortium auprès de tous ses publics et le reflet au plus près de son activité régulière (négociations, services, veille, etc.) dans une arborescence repensée

Sites Groupes travail

3 sites satellites pour les groupes de travail
« Groupe travail indicateurs » (GTI),
« Groupe travail de science ouverte » (GTSO)
et Cellule Ebooks (CEB) pour permettre aux groupes de diffuser au fil de l'eau les informations et thématiques de travail propre à chacun.



Nouveau logo

Un nouveau logo et nouvelle identité graphique qui se décline sur les sites et bientôt sur les supports, présentations, posters, signatures de mails.

PRÉSENTATION DE L'ACTIVITÉ PAR PROJET 2022

ORGANISATION DES NÉGOCIATIONS DOCUMENTAIRES

Négociateurs et négociations

Le Département des négociations documentaires de Couperin fonctionne grâce à une implication forte des établissements apportant une mutualisation remarquable des forces de travail et des expertises : 132 négociateurs pour 135 ressources différentes. La grande majorité des ressources est négociée au moins par un binôme de négociateurs. La configuration des équipes est restée relativement constante, les traditionnels appels ont permis d'assurer un renouvellement des équipes de l'ordre de 10%, constante stabilité qui démontre une confiance et un engagement de nos membres.

Évolution tarifaire moyenne (accords signés Couperin)

Le rebond du taux d'augmentation amorcé en 2021 s'est confirmé en 2022 et pour les accords passés pour 2023. Les éditeurs qui avaient contenu leurs prix lors de la crise sanitaire veulent repartir sur une croissance à la hausse. L'inflation internationale et les coûts de l'énergie qui affectent les prix du stockage des données leur apportent des éléments de justification, toutefois non vérifiables, leurs rentabilités restant toujours importantes. Par ailleurs l'ouverture des publications, soit par paiement de frais de publication, soit après embargo, permet au consortium de rester sur des positions fermes et de juguler l'augmentation annuelle moyenne à 1,50% pour les accords 2023. Le conseil d'administration de Couperin est associé et régulièrement consulté sur les propositions tarifaires non conformes aux recommandations de la lettre de cadrage.

Évolution tarifaire moyenne (accords signés Couperin)	TAUX
2015	1,81%
2016	1,90%
2017	2,07%
2018	1,46%
2018	1,58%
2020	1,19%
2021	0,65%
2022	0,83%
2023	1,50%

Les groupements de commandes en cours

Sur les 18 groupements de commande (GC) couvrant les accords 2023, la majorité (14) est portée par l'ABES, qui confirme ainsi son investissement dans l'accompagnement de Couperin ; les autres GC sont portés par 4 établissements, dont Lyon 1 qui a pris en charge 2 groupements de commande.

Ressource	Pôle	Porteur du GC	Période	Montant 2022
AAAS - Science Online	STP	U. Lyon 1	2021-23	418 670€
American Chemical Society (ACS) - Revues	STP	U. Lyon 1	2020-22-2023 ?	1 968 323 €
<i>American Physical Society (APS) - Revues</i>	STP	Toulouse INP	2021-22 <i>Non reconduit</i>	851 068 €
Cairn - Revues	LSH	ABES	2022-26	2 202 221 €
CAS (ACS) - SciFinder Scholar	STP	ABES	2022-24	2 600 043 €
Clarivate Analytics - Web of Science (WoS)-InCites	GCO	ABES	2021-23	4 652 040 €
Daloz	SJP	ABES	2022-24	1 711 610 €
EBSCO - Business Source + option Econlit	SEG	ABES	2023-25	1 451 588 €
EDP Sciences	SVS	ABES	2022-26	407 914 €
Elsevier - Collection+BMF+Cell Press (Licence Nationale)	GCO	ABES	2019-22+23	32 001 130 € 634 162 € 907 593 €
Elsevier - Scopus-SciVal	GCO	ABES	2021-23	2 213 179 €
Techniques de l'ingénieur	STP	U. de Bordeaux	2022-24	2 419 079 €
IEEE	ST	Toulouse 3	2022-24	2 898 743 €
Jstor	LSH	ABES	2021-23	880 362 €
NOUVEAU : LexisNexis- Lexis 360 (ex-Juriclasseurs)	SJP	ABES	2023-26	
Optical Society of America - Optics Infobase	STP	ENS Paris-Saclay	2021-23	247 967 €
ProQuest - Bases de données en SHS	LSH	ABES	2023-25	461 142 €
Openedition	LSH	ABES	2022-26	298 453 €
Wiley	GCO	ABES	2022-24	8 127 031 €
Wolters Kluwer Lamy-Lamyline Reflex (2LR)	SJP	ABES	2023-25	

De manière générale, les établissements qui peuvent s'investir dans le service de portage de groupement de commande pour la communauté ESR sont peu nombreux, soit qu'ils ne disposent pas de la capacité financière, soit qu'ils estiment la charge humaine trop lourde pour s'y impliquer. Les compétences acquises au fil du temps par l'ABES rendent leur investissement unique et de plus en plus nécessaire.

L'année 2022 a été une année transitoire pour 3 des accords du pôle : Wiley, Elsevier et Springer.

Wiley

L'année 2022 a permis l'installation et l'analyse des premiers retours d'expérience après la mise en place de l'accord global de lecture et publication Wiley 2022-2024

Ce marché négocié est assis sur un groupement de commandes porté par l'ABES pour 137 établissements. Ouvrant en lecture l'ensemble des titres de la database, il permet aussi aux auteurs de correspondance travaillant dans les établissements abonnés de publier en accès ouvert sans frais et sans embargo dans les revues Wiley dès avril 2022 ; l'objectif du consortium reste de couvrir également les revues full OA (y compris celles du portefeuille Hindawi acquis par l'éditeur en 2021) sans frais supplémentaires.

Les chercheurs peuvent donc déposer sans délai la version finale éditeur des 1406 articles publiés en 2022 en accès ouvert sur HAL. Rempportant majoritairement l'adhésion des auteurs, la communication des droits acquis autour de cet accord méritera portant d'être optimisée, 25 % des articles publiés n'étant pas encore en accès ouvert alors que 100% de la production des auteurs ayant-droit pourrait en bénéficier.

L'accord évolue toutefois dans le bon sens, Wiley ne facturant plus les frais annexes (pages supplémentaires, couleur, ...) sur les articles des revues full OA et une grande partie des revues hybrides. De plus fin 2022 un avenant a été signé intégrant 7 nouveaux établissements ont à l'accord.

Elsevier

2022, dernière année du Groupement. Négociation d'un avenant d'un an pour envisager une nouvelle négociation

L'année 2022 a été la dernière du groupement de commande Elsevier 2019-2022. Le sujet du futur de cet accord a été longuement débattu au Conseil d'administration de Couperin afin d'étudier les différentes positions des établissements représentés et de construire le besoin commun pour la future négociation. Un avenant a été négocié pour 2023, avec une baisse de la dépense d'abonnement de 2%, amenant ainsi la baisse globale sur les 5 ans à près de 14%.

L'accord national signé avec Elsevier incluant la possibilité de publier en accès ouvert à taux réduit prévoit aussi une clause compensatoire en cas d'augmentation annuelle moyenne du tarif public des frais de publication (APC). En 2022 la remise négociée sur les APC atteint 35,4%.

Du côté de HAL, en moyenne 1/3 seulement des textes intégraux envoyés par Elsevier étaient déjà présents dans HAL au moment du chargement. L'accord facilite la récupération des manuscrits auteurs acceptés qui sont automatiquement chargés sur l'archive ouverte 24 mois après publication, même pour les articles publiés sous abonnement.

Springer

En 2022 les discussions avec l'éditeur ont également porté sur un avenant pour 2023, afin d'envisager l'opportunité de négocier un accord « Publish & read »

En 2022, les discussions avec l'éditeur ont également porté sur un avenant pour 2023. Celui-ci prolonge les conditions de l'abonnement en cours à 1113 titres de la SpringerLink Collection avec une augmentation limitée à 0,7%, et permet de conserver des conditions identiques, dont le droit d'archives au terme de l'accord sur l'ensemble des titres pour chacun des établissements et la remise de 75% sur le tarif public pour les abonnements souhaitant en parallèle conserver des abonnements papier.

Cet accord de transition a été négocié afin d'ouvrir un espace de discussion avec l'éditeur sur l'opportunité d'un futur accord global de publication et de lecture, dont les objectifs seront construits selon les besoins des établissements et les lignes d'orientation du Conseil d'administration de Couperin en 2023, tenant notamment compte de la politique de rétention des droits et de la conformité vis-à-vis du Plan S.

PÔLE SCIENCES ET TECHNIQUES

L'année 2022 a été marquée par des relations tendues avec les éditeurs, principalement en raison de prétentions tarifaires déraisonnables. La mise en place d'accords globaux de lecture et de publication, quelquefois imposée par les éditeurs, est souvent complexe et nécessite beaucoup d'expertises.

L'activité du pôle Sciences et techniques est restée stable, avec 17 ressources négociées sur la trentaine du pôle, et l'arrivée de nouveaux négociateurs qui ont bénéficié des formations mises en place au sein de Couperin.

Pour le pôle, l'année 2022 a été marquée par des relations tendues avec les éditeurs, que ce soit en raison de difficultés internes chez l'éditeur (conséquences de la « grande démission » chez des éditeurs américains), en raison de prétentions tarifaires déraisonnables (les éditeurs utilisant le contexte économique inflationniste comme prétexte), ou en raison de difficultés avec des intermédiaires historiques. Plusieurs négociations ont donc traîné en longueur, et deux d'entre elles (AIP, APS), fort laborieuses, sont toujours en cours au moment de la rédaction (mai 2023). La deuxième conséquence de cette crispation générale a été une plus grande difficulté à contenir la hausse tarifaire, puisque seule la moitié des éditeurs ou fournisseurs a respecté les exigences de la lettre de cadrage.

Les éditeurs des grandes plateformes de revues tentent également de basculer vers l'open access en proposant, voire en imposant, des accords globaux de publication et de lecture sous différentes formes : bascule à moyen terme de l'ensemble des revues en open access (ACM), accord global couvrant les revues hybrides (AIP), accord global couvrant toutes les revues (ACS). Or ces nouvelles orientations, souvent assorties de très fortes hausses tarifaires, sont complexes à mettre en œuvre et nécessitent des discussions pluriannuelles avec les éditeurs, en dehors du calendrier traditionnel de la négociation. En effet, passer d'un modèle « lecture » à un modèle « publication et lecture » implique une charge de travail accrue et beaucoup plus complexe pour les négociateurs. Il leur faut en effet collecter et traiter des données relatives aux dépenses et à l'activité de publication, comprendre le workflow de l'éditeur, comprendre le modèle économique de l'éditeur, voire co-construire un modèle spécifique, adapté aux établissements français, avec l'éditeur. Malgré le travail acharné des négociateurs concernés et l'appui du groupe de travail NegOA, très peu de négociations sur ces nouveaux modèles ont pu aboutir jusqu'à présent, principalement du fait des hausses tarifaires et du fait de l'inadaptation des workflows des éditeurs à la situation française.

PÔLE LETTRES ET SCIENCES HUMAINES

En 2022, comme pour les autres pôles, les négociations ont été abordées dans un contexte d'inflation générale qui, bien qu'elle ne s'applique pas nécessairement aux ressources électroniques, pouvait servir de prétexte à des augmentations importantes, après une stagnation en 2020 et 2021. Dans le contexte de grande diversité de taille et de complexité des négociations en LSH, peu de négociations ont finalement posé problème.

Il n'y a cette année encore pas de nouvelles négociations, Streamglish a fait l'objet d'une enquête d'intérêt sans succès. Plus prometteuse est la Grande Grammaire du Français, déjà commercialisée par Actes Sud auprès du grand public mais pas adaptée à des clients du monde universitaire, pourtant très demandeurs. La responsable de pôle a assuré un travail d'accompagnement sur le modèle technique et les modèles tarifaires, avec une offre probable pour 2024.

Des augmentations limitées, à quelques exceptions près

Quelques éditeurs ont reconduit des offres tarifaires sans augmentation de prix déjà proposées depuis plusieurs années parfois comme Assimil, Arte, Le Robert, My Cow, Vocabulaire ou Universalis. D'autres ont repris ou poursuivi une politique consistant à proposer des augmentations raisonnables limitées à 2% (Retronews, et les produits diffusés par EBSCO comme Socindex et Historical abstracts.)

Des augmentations plus importantes ont été acceptées pour trois ressources dans des situations très diverses :

- L'éditeur Brepols, qui avait pratiqué une stabilité des prix en 2020 et une augmentation limitée en 2021 a augmenté ses tarifs de 8% en moyenne s'alignant sur l'inflation en Belgique. Les montants en jeu étant modestes et les membres du consortium favorables, l'offre a été acceptée.
- Avec Cairn, comme les années précédentes, il reste difficile de contenir une augmentation des tarifs proportionnelle à l'augmentation de la taille de bouquets. L'augmentation a pu seulement être légèrement réduite par rapport à 2021. Cependant un nouveau mode de calcul des FTE a pu rehausser le tarif des gros établissements.
- Enfin Numérique Premium, qui n'avait pas augmenté ses prix depuis 2014 a annoncé une augmentation de 3% justifiée par un nombre de titres en hausse de 30% et un changement de plate-forme.

Les revues : une situation toujours tendue

Les relations sont restées un peu compliquées avec les éditeurs de revues notamment dans le contexte des propositions d'accords « *Publish & read* ».

Les échanges avaient été suspendus en 2021 avec Oxford University Press et Sage en raison d'une incompréhension manifeste de la demande du consortium de sortir de modèles gagés et d'un défaut de réactivité des éditeurs. L'année 2022 n'a toujours pas permis la conclusion d'un accord qui donne satisfaction. Sage a donc présenté un tarif de transition avec une augmentation de 3% en lecture qui a fait l'objet d'une offre mais Oxford a proposé des hausses excessives qui n'ont pu être acceptées.

En 2022 les négociations avec Taylor & Francis étaient à leur tour suspendues : l'accord « *Publish & read* » présenté en 2021, ainsi que l'accord classique, dont l'augmentation ne se justifiait pas, avaient été refusés par le consortium. Cependant, en cours d'année, la politique très agressive de l'éditeur a conduit les négociatrices à assurer une négociation de transition pour maintenir des tarifs raisonnables : elle a permis de réduire les augmentations à 2.5% dans le cadre de l'accord.

PÔLE SCIENCES JURIDIQUES ET POLITIQUES

L'année 2022 a été une période de transition pour le pôle Sciences juridiques et politiques après le départ de sa responsable en juin et l'arrivée d'un binôme de responsables.

Trois négociations importantes : LexisNexis, Lamyline, Lexbase/Doctrinal

L'année a été marquée par les discussions menées en vue de la constitution de trois groupements de commandes portés par l'ABES (Lamyline, Lexbase/Doctrinal, LexisNexis). Celles-ci ont abouti à un accord avec Lamyline (contrat 2023-2025) et Lexbase/Doctrinal (contrat 2023-2025) avant la fin de l'année. Les négociations avec LexisNexis n'ont pas pu aboutir dans les délais, reportant la finalisation de l'accord (contrat de 4 ans 2023-2026) en 2023.

L'année a également vu aboutir 5 autres accords : BNDS (1 an) ; Contexte (1 an) ; EFL (2 ans – 2023-2024) ; Lextenso (1 an) ; Westlaw (2 ans - 2023-2024).

Concentration du paysage éditorial juridique

En 2022, le paysage éditorial juridique a connu certaines évolutions ayant impacté les négociations et plus globalement, l'offre documentaire. Auparavant propriété de Wolters Kluwer, Le Doctrinal a été racheté par Lexbase. Les négociations Lexbase et Doctrinal ont ainsi été fusionnées et un groupement de commandes a été constitué impliquant une refonte des grilles tarifaires. Pour faire suite à la fusion de Dalloz, des Éditions Francis Lefebvre et des Éditions législatives, le groupe Lefebvre Dalloz a choisi de mettre à la disposition de Couperin un seul et même interlocuteur. Trois offres distinctes demeurent néanmoins. Enfin, l'offre d'e-books Lextenso qui avait vu le jour en 2021 a été maintenue en 2022. Une centaine d'ouvrages juridiques est ainsi rendue accessible depuis la plateforme Lextenso.

Axes d'amélioration pour une meilleure visibilité des ressources juridiques

Deux enjeux représentent des priorités dans les négociations avec les éditeurs juridiques :

- la mise à disposition des métadonnées décrivant les contenus des bases de données ;
- la fourniture de statistiques d'usage normées (standard Counter).

PÔLE ÉCONOMIE-GESTION

En 2022, 21 ressources ont été négociées par 14 négociateurs. Cette année a été marquée par le recrutement de trois nouveaux négociateurs et la renégociation du groupement de commande national des bases Business Source et Econlit diffusées par Ebsco, concernant plus de 70 établissements. Une meilleure synergie avec l'ACIEGE, qui négocie pour les écoles de commerce, a été décidée lors de réunions et d'échanges entre le DND, le pôle et l'ACIEGE. Les offres de presse, cette année encore, ont été un point de développement du pôle : des contacts ont été noués avec de nouveaux fournisseurs (Cafeyn), et de nouvelles négociations ont pu être finalisées (The Metanews). L'inflation a été un vif sujet de discussion avec les fournisseurs, mais a pu être contenue.

Les métadonnées sont nécessaires au référencement des contenus des bases de données dans les catalogues de bibliothèques, et donc à leur visibilité pour les étudiants, enseignants et chercheurs. Les statistiques d'usage représentent un élément important pour construire des indicateurs et établir une politique documentaire correspondant aux besoins et pratiques des usagers. Malgré les demandes répétées par les négociatrices depuis de nombreuses années sur ces deux sujets, et l'important travail mené par l'ABES avec les éditeurs sur la question des métadonnées, les avancées ne sont pas à la hauteur des besoins des publics académiques. Le dialogue devra se poursuivre en 2023 afin d'encourager le secteur juridique à répondre aux mêmes exigences que celles auxquelles les éditeurs issus d'autres domaines disciplinaires sont d'ores et déjà en capacité de répondre.

PÔLE LOGICIELS

Le pôle Logiciels est le dernier né des pôles de négociation de Couperin. Créé à la toute fin 2022, ce pôle coordonne des négociations pour des outils documentaires qui n'étaient encore rattachées à aucun pôle : facilitateurs d'accès (Lean library, Libkey), abonnement institutionnel à Zotero. La création de ce nouveau pôle permet de se projeter sur d'autres négociations potentielles, notamment la solution Ezproxy. Enfin, le pôle Logiciels a également pour objectif d'organiser des webinaires et d'être un espace d'échanges techniques.

ENQUÊTE ERE

L'enquête annuelle sur les ressources électroniques (« Enquête ERE ») des établissements de l'enseignement supérieur et de la recherche permet de recenser les moyens (en €) consacrés à l'acquisition de ressources documentaires électroniques. Le consortium Couperin est chargé de la collecte des montants avant leur publication en libre accès sur la plateforme ouverte data.gouv.fr. En 2022, les résultats ont été consolidés sur les années 2019 à 2022. La dépense totale atteint plus de 125 millions d'euros en 2022, avec un recensement estimé de plus de 90 % des dépenses en ressources électroniques.

Une enquête de mieux en mieux renseignée chaque année

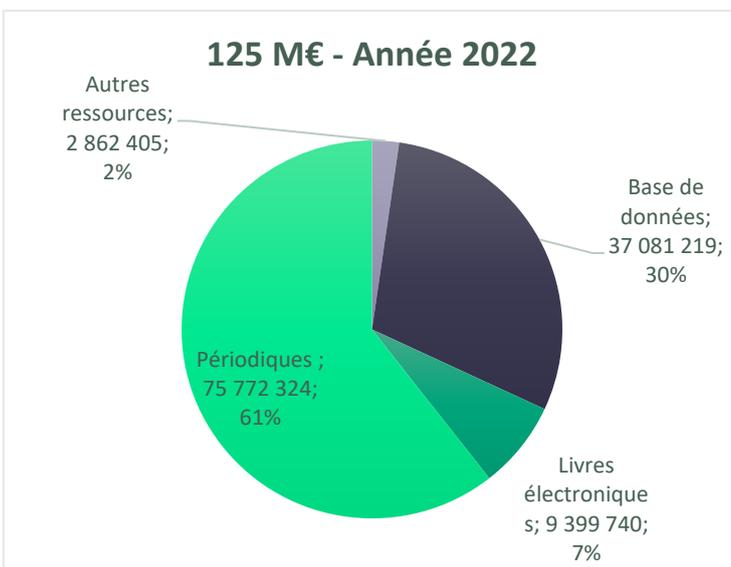
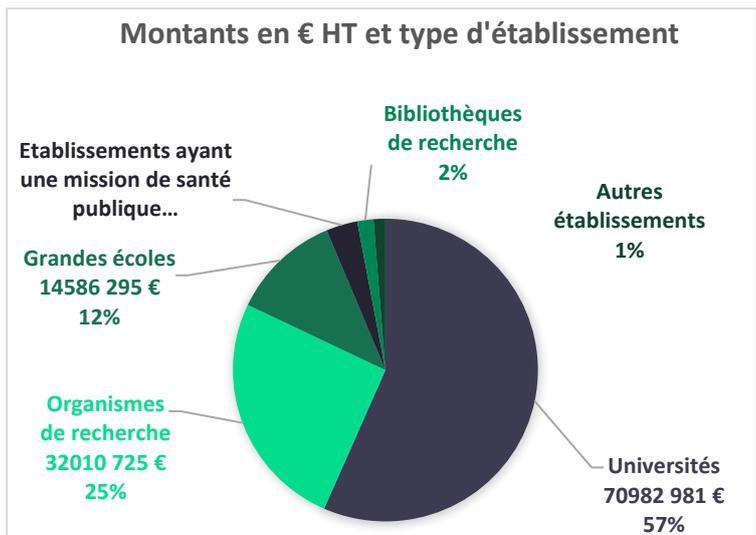
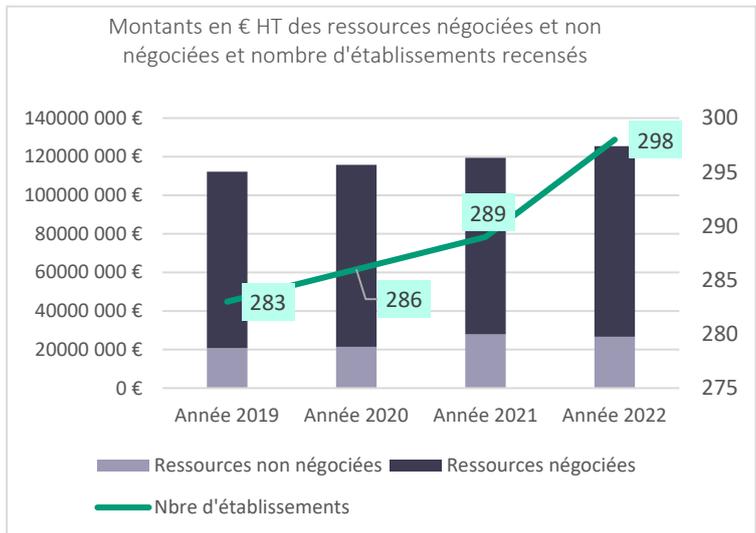
Depuis 2019, les montants recensés d'une année sur l'autre ne cessent globalement d'augmenter. L'adoption de Consortia Manager a considérablement amélioré la saisie des données ERE, ce qui peut expliquer cette envolée par rapport aux montants des millésimes précédents (plus de 125 millions d'euros en 2022, contre environ 106 millions avant 2019).

L'adoption du nouveau logiciel a permis le suivi et les relances systématiques. Ainsi, le nombre d'établissements déclarant avoir terminé l'ERE est passé à 257 cette année, contre 227 l'année précédente. Un plateau sera forcément atteint, reste à savoir quand.

Le consortium Couperin s'évertue chaque année à améliorer l'exhaustivité de l'enquête en repérant par exemple des montants non déclarés lors de la réception des carnets de commandes des éditeurs.

Une répartition relativement stable par type d'établissement

On observe une grande stabilité de la répartition des montants par type d'établissement. Si on met en regard ces montants avec le nombre d'établissements ; avec plus d'une centaine d'universités et d'écoles, une soixantaine d'établissements de santé et moins de quarante organismes de recherche, on constate l'absence de corrélation entre le nombre d'établissements et les montants.



Les abonnements aux périodiques représentent 61% de la dépense.

ENQUÊTE APC

L'enquête APC recense depuis 2015 les dépenses en frais de publication (Article processing charges - APC, mais aussi les autres frais annexes liés aux illustrations en couleur, au nombre de pages, etc.) réalisées par les laboratoires.

Avec un nombre d'établissements participants en augmentation, l'édition 2022 montre un intérêt croissant et une appropriation grandissante de l'enquête. Les dépenses moyennes d'APC continuent d'augmenter depuis 2017, MDPI restant le premier éditeur en termes d'APC identifiés, et Elsevier, Ieee et Wiley étant les principaux acteurs pour les frais annexes.

Les résultats recueillis continuent à alimenter la plateforme [OpenAPC](#), faisant de la France l'un des contributeurs très actifs en termes de données APC versées et publiées (82 établissements français sont présents sur la plateforme sur les 231 ayant versé leurs données 2021).

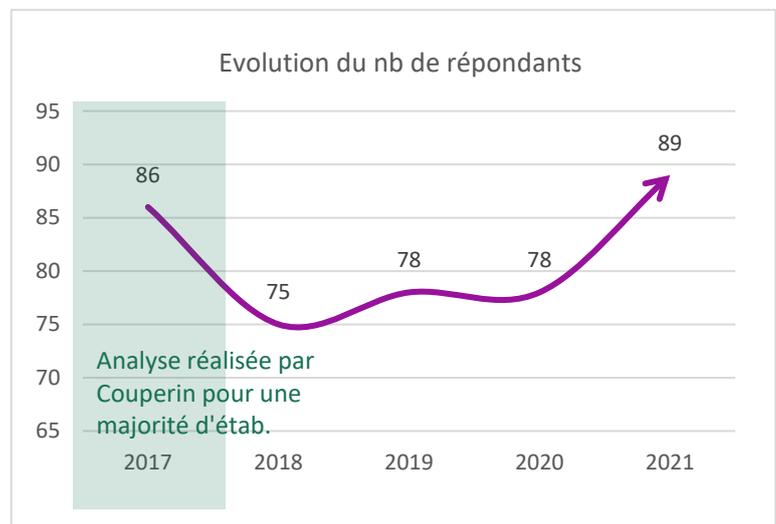
En 2022, l'enquête a recueilli les dépenses d'APC effectuées sur l'année 2021 : 4 334 dépenses APC ont été identifiées, pour un montant global de + 8,3 M€ ; à ces dépenses s'ajoutent + 1 M€ pour les frais de publication hors OA.

Un nombre croissant d'établissements répondants

Ce nouveau millésime de l'enquête APC a enregistré la perte de 9 établissements par rapport à l'année précédente mais l'arrivée de 20 nouveaux établissements, pour un total de 89 répondants.

Il s'agit du plus grand nombre de répondants depuis le lancement de la toute première enquête en 2016 sur les données 2015. Ce nombre se rapproche de celui enregistré lors du recueil des données 2017, recueil dont l'analyse était encore entièrement prise en charge par l'équipe APC.

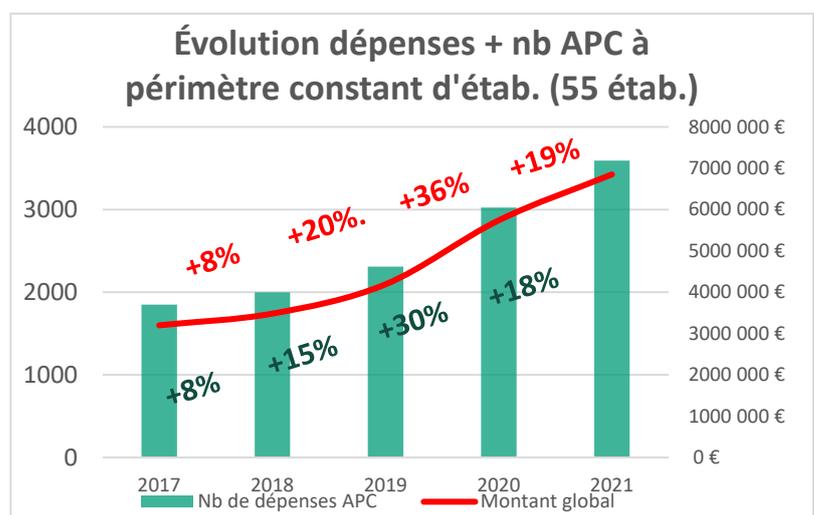
Ce chiffre encourageant montre non seulement un intérêt croissant, mais également une appropriation grandissante de l'enquête de la part des établissements de l'ESR. L'intégration attendue des données CNRS permettrait une meilleure vision des dépenses françaises et affinerait l'état des dépenses par UMR.



Une dépense en constante augmentation

À périmètre constant d'établissements, l'évolution du nombre de dépenses APC identifiées est de + 94 % entre 2017 et 2021 et de + 114 % en termes de dépenses globales.

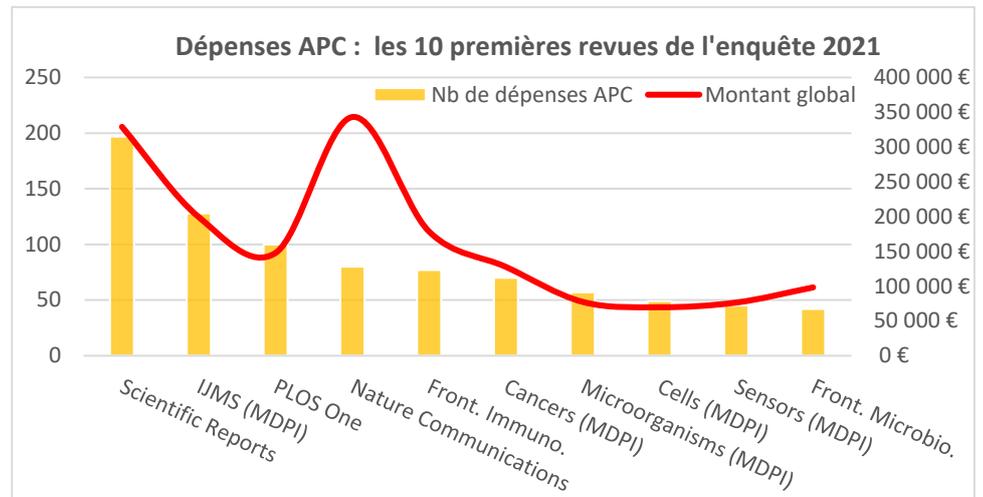
Les dépenses APC moyennes affichent une constante augmentation depuis 2017, que celles-ci concernent la publication d'articles dans des revues hybrides, ou dans des revues full OA (entre 2017 et 2021 : +8,8% pour les revues hybrides et 10,4% pour les revues full OA).



MDPI reste le premier éditeur en termes de nombres d'APC identifiés

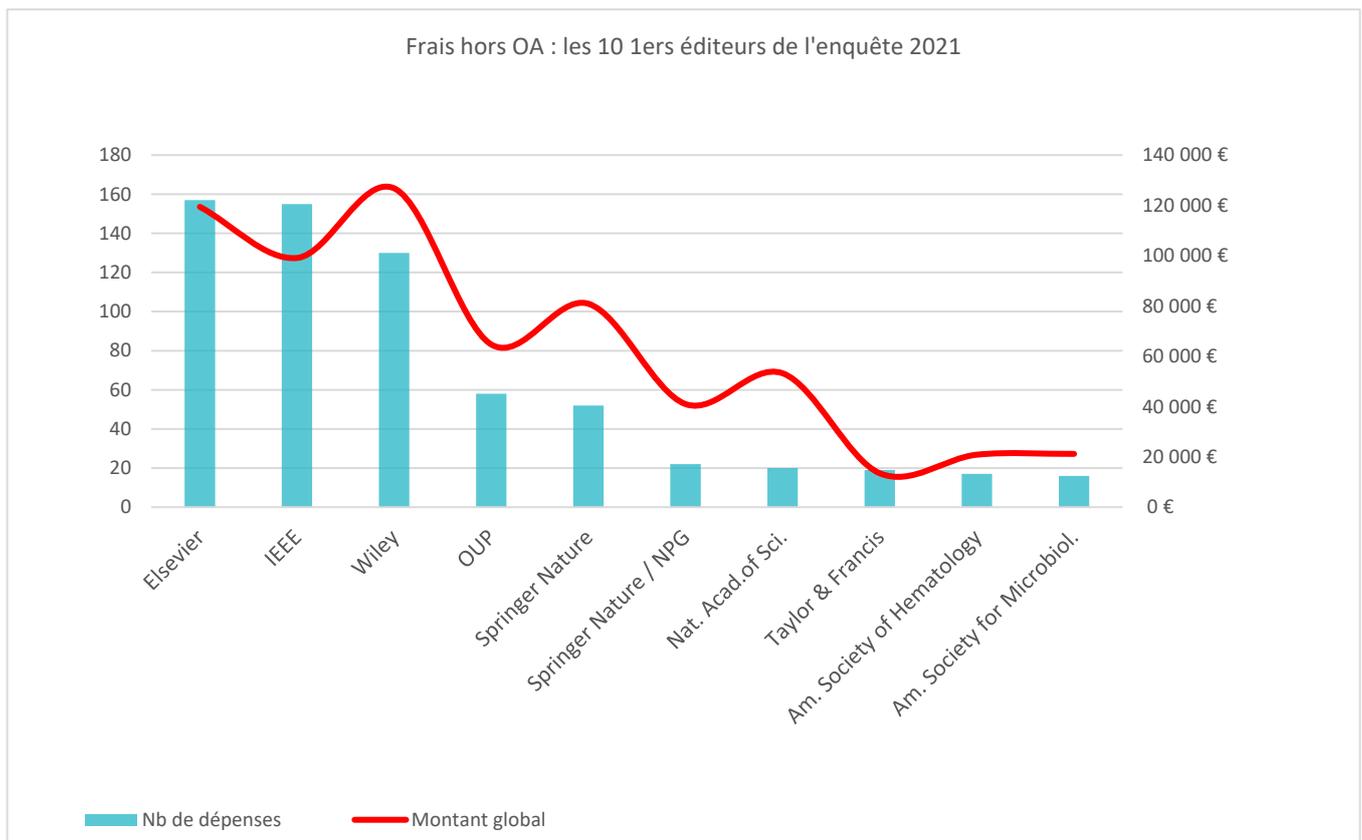
En 2021, MDPI conserve sa première place (et ce depuis 2019). Elsevier et Wiley gagnent une place par rapport à 2020.

Dans le top 10 des revues, 5 titres de MDPI côtoient les 3 méga-revues, Scientific Reports, Nature Communications et PLOS One, ainsi que deux titres disciplinaires de Frontiers Media.



Une relative stabilité des dépenses de publication hors open access

À l'inverse le nombre et les dépenses relatives aux frais de publication hors open access affichent une certaine stabilité aux alentours



Concernant les frais annexes, Elsevier, IEEE et Wiley restent les grands champions en la matière (1/3 de la dépense globale 2021), loin devant une kyrielle d'éditeurs commerciaux et de sociétés savantes ; ces dernières, alors qu'elles correspondent à moins de 10% des dépenses APC en 2021, représentent presque la moitié des dépenses en frais hors OA.

Le Groupe de travail science ouverte (GTSO) compte fin 2022 un peu plus de 35 collègues exerçant en établissement. Le groupe s'est réuni quatre fois en 2022, dont deux fois en présentiel ; chaque rencontre est l'occasion de d'échanger avec différents acteurs et responsables d'initiatives relatives à la science ouverte.

Le groupe "Archives ouvertes" s'est réorienté pour devenir le groupe "Interopérabilité et réseaux". Le groupe "Études" a cessé ses activités en septembre 2022 en raison du portage croissant d'enquêtes au sein des autres groupes ou du COSO. Les groupes "Données", "Juridique" et "NegOA" ont poursuivi leurs activités.

Groupe Données

Le GTSO Données de Couperin est composé de 14 membres issus d'établissements variés : universités, organismes de recherche, écoles d'ingénieurs. En 2022, le groupe a poursuivi sa mission d'accompagnement des personnels de l'information scientifique et technique et des chercheurs sur toutes les questions liées aux données de la recherche, au niveau national. L'année 2022 a été particulièrement fructueuse pour le GTSO Données, comme l'illustrent plusieurs réalisations majeures :

- Trois webinaires ont été animés en 2022, sur la mise en œuvre d'un guichet unique d'accompagnement aux données, sur les data papers et sur les métadonnées. Le webinaire sur les [data papers](#) a été le plus suivi, rassemblant jusqu'à 150 participants.
- L'intégralité des fiches pratiques déjà publiées a été mise à jour. Une nouvelle fiche pratique intitulée "[Quel\(s\) outil\(s\) de rédaction de plan de gestion de données utiliser ?](#)" et publiée en avril 2022 a été téléchargée plus de 800 fois.
- Sept établissements ont été interviewés par le GTSO Données en 2022 : l'Université Grenoble-Alpes, l'Université Paris-Saclay, l'IRD, l'Institut Pasteur, l'Université de Lille, l'Université Bourgogne-Franche-Comté et l'INED. Ces [retours d'expérience](#) sont inspirants pour la communauté.

Pour 2023, le GTSO Données prévoit de poursuivre ses activités récurrentes telles que la diffusion de la lettre de veille ou encore le maintien du répertoire des Services Opérationnels de Soutien à la rédaction des Plans de Gestion des Données (SOS-PGD) qui recense les services accompagnant les chercheurs pour la rédaction des plans de gestion des données au sein des établissements d'enseignement supérieur et de la recherche.

Groupe Juridique

Composé de 9 bibliothécaires et professionnels de la documentation travaillant au sein de bibliothèques universitaires et de recherche, le groupe juridique du GTSO conduit différents travaux et analyses sur les lois, réglementations et dispositifs encadrant la science ouverte en France. Il s'agit avant tout d'interroger ces règles qui s'imposent à tous et de poser des questions venant du terrain à partir de situations concrètes rencontrées dans les pratiques professionnelles, en appui à l'activité scientifique. En 2022, le groupe juridique a concentré son activité sur les actions suivantes :

- Enquête sur le Plan S

Cette enquête, intitulée « Quelles connaissances du Plan S et de la stratégie de non-cession des droits ? » a été préparée tout au long de l'année et lancée à la fin de l'année 2022. Son objectif est de mesurer le niveau de connaissance et d'appropriation du Plan S par les professionnels de l'information scientifique et technique (IST) et des personnels des services d'appui à la recherche travaillant dans des universités, des organismes de recherche ou des grandes écoles, et de recenser leurs besoins éventuels d'accompagnement, alors qu'il n'existe pas à ce jour de cadre d'application global du Plan S dans les établissements et structures de recherche françaises.

- Clauses Elsevier/TDM

Le GT Juridique a analysé les clauses sur le *Text and Data Mining* dans l'accord national avec l'éditeur Elsevier. L'application de ces clauses posaient question, tant sur les plans juridiques que techniques. L'enjeu du TDM dans les négociations apparaît désormais comme incontournable et le groupe prépare un document sur la question.

En 2023, le groupe juridique prévoit d'approfondir la réflexion autour du TDM entreprise avec l'ABES et de systématiser la réalisation de fiches pratiques sur des questions juridiques d'actualité, à commencer par ce sujet. Il poursuivra sa veille sur l'actualité juridique, prolongera son analyse sur l'application du Plan S, et enrichira les pages « juridique » du nouveau site web du GTSO, notamment par l'adaptation de livrables existant à la lecture numérique.

Groupe Interopérabilité et réseaux

Le groupe Interopérabilité et Réseaux fait suite au groupe « Archive Ouverte » qui a cessé ses activités en juin 2022. Composé de 9 personnes, il a pour objectifs d'assurer une veille sur les référentiels liés aux productions scientifiques des universités et EPST afin d'optimiser la visibilité des productions scientifiques (publications, données), ainsi que sur les différentes structures de diffusion/valorisation des publications scientifiques, au niveau national et international (écosystème de la science ouverte, acteurs et leurs préconisations/référentiels pour structurer et coordonner l'écosystème de la science ouverte...)

Groupe Négociations OpenAccess

Ce groupe a été créé en novembre 2020 avec pour objectif de développer une expertise sur les nouveaux modèles économiques proposés par les éditeurs intégrant en plus de l'abonnement des options permettant une ouverture vers la science ouverte (clause contractuelle avec de l'accès ouvert ou accord global de publication et de lecture).

En 2022, le groupe a continué ses actions :

- Mise à jour du tableau recensant les volets open access des négociations mis à disposition sur le site Couperin sous forme d'un tableau récapitulatif.
- Organisation d'un webinaire à destination des membres de Couperin sur l'accord global de publication et de lecture signé avec Wiley.
- Enquête auprès des membres Couperin pour connaître le degré d'appropriation par les services IST et les bibliothèques des volets open access des nouveaux accords négociés, et mesurer si les établissements se sont dotés d'une politique concernant les frais de publication pour publier en accès ouvert.
- Conseil pour les négociations en cours, et présentations aux journées des négociateurs de recommandations pour aborder les clauses libre accès.
- Comparaison à l'international des accords signés avec Elsevier et Springer pour le renouvellement des accords avec ces éditeurs.

CELLULE E-BOOKS

La Cellule E-Books accompagne les négociateurs de ce type de ressources, et assure une veille sur les plateformes, les contenus et les modèles économiques ; elle étudie les nouveaux modèles de diffusion et de valorisation, les questions de signalement (statistiques et modes d'accès) et d'analyse des usages. C'est un espace de collecte et de partage des bonnes pratiques en matière de promotion et de diffusion.

L'expertise des membres de la CeB a pu se renforcer au travers des rencontres avec les différents acteurs de la chaîne du livre qui ont émaillé l'année : le Syndicat national de l'édition, mais également Cairn, Numilog, Torossa ou Proquest.

Fort du succès de l'e-manuel « Initiation aux études historiques » lancé en 2020, le consortium accompagnera en 2023 le soutien des établissements au deuxième e-manuel en préparation dans le domaine des sciences juridiques, sous l'égide de la bibliothèque interuniversitaire Cujas, de l'Institut de recherche juridique de la Sorbonne, des éditions Nouveau monde et de Numérique premium.

JLE 2022

L'ebook, un objet numérique de transition ?

La JLE 2022 a été le reflet de cette diversité d'action : autour de la thématique « *L'ebook, un objet numérique de transition ?* », cette 10^e journée, qui a réuni une centaine de participants, a été l'occasion d'examiner les transitions que traversent le livre électronique, d'une part dans ses contenus, qui tentent d'établir des ponts entre l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur, et d'autre part dans ses supports, qui s'hybrident de plus en plus pour donner naissance à des objets au service de la pédagogie.

Site de la journée : <https://jle2022.sciencesconf.org/>

En 2022 le groupe s'est réuni 6 fois sur un rythme régulier. Les différentes implications de ses membres dans les projets internationaux (COUNTER, AFNOR, ...) se sont poursuivies au même rythme que les années précédentes.

Implication dans le projet COUNTER

Le projet COUNTER, né en 2002, a pour objet de proposer aux éditeurs de produits documentaires en ligne ainsi qu'à leurs clients, un cadre commun pour le décompte de l'usage des contenus proposés, sous la forme d'un « Guide de bonnes pratiques »¹.

Ce guide et les rapports constituent aujourd'hui un standard *de facto* de la mesure de l'usage des ressources documentaires académiques et de recherche. La construction d'indicateurs et d'outils faisant appel à ce type de données, doit très pragmatiquement reposer sur cet existant permettant l'agrégation et la comparaison de données homogènes. L'implication de membres du groupe dans le comité exécutif et dans le groupe consultatif technique (« Technical advisory group ») a permis de faire avancer le standard Counter 5 vers une version 5.1, mise en production en mai 2023.

Le groupe fait également un retour d'expérience des outils mise en place autour du guide de bonnes pratiques, comme le registre de conformité Counter2 qui permet de lister et de connaître la conformité des éditeurs à la version 5, et de suivre l'état des audits qui sont à réaliser régulièrement par les éditeurs auprès d'organismes auditeurs tiers.

Le module ezCOUNTER dans ezMESURE

En 2022, l'équipe ezMESURE (ou ezTeam) a déployé le module ezCOUNTER dans ezMESURE pour tous les établissements du consortium. Ce module permet d'ajouter une source de données cruciale sur le plan des statistiques d'usages : les rapports COUNTER 5 fournis par les éditeurs, sur la base du guide de bonnes pratiques internationales de la communauté COUNTER. Cette source vient compléter les données ezPAARSE déjà chargées par un certain nombre d'établissements qui utilise un proxy pour l'accès à leurs ressources.

Tous les établissements du consortium peuvent désormais déclarer les identifiants SUSHI/COUNTER fournis par les éditeurs pour leurs abonnements à l'aide d'un formulaire dédié. L'ezTeam prend ensuite le relais pour moissonner les données et proposer des tableaux de bord chargés par défaut.

Le module ezCOUNTER pour l'ESGBU

Le déploiement du module ezCOUNTER et son ouverture à tous les établissements du consortium permettent de travailler à grande échelle : à la fois en nombre d'établissements bénéficiaires ainsi qu'en nombre de ressources éditeurs couvertes. Le travail de réflexion et de mise en cohérence, mené avec le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche et des établissements pilotes sur les indicateurs, a abouti à l'élaboration d'un tableau de bord dédié compilant les données demandées, qui facilite pour les établissements les réponses à cette enquête nationale. Un bilan de cette opération sera mené en 2023.

Travail sur les normes

Le GTI participe à la commission AFNOR CN 46-8 (Information et documentation - Qualité, statistiques et évaluation des résultats). Pour rappel, les données et indicateurs concernant les bibliothèques et centres de documentation font principalement l'objet de trois normes ISO construites « en cascade » : 2789 (définissant les données), 11620 (définissant des méthodes de construction d'indicateurs et donnant en annexe quelques exemples) et 16439 (définissant les méthodes et procédures pour évaluer l'impact des bibliothèques).

En 2022 et premier semestre 2023, le groupe AFNOR a concentré son activité sur la préparation d'un document sur la mesure de la fréquentation des bibliothèques et la préparation d'une infographie pédagogique sur 16439 (mesures d'impact : économique, social, éducatif). Le GTI a pour objectif de s'impliquer dans la traduction de la normalisation de la norme 2789, toujours en cours de discussion, qui devrait intervenir courant 2023.

¹ Code of Practice <https://www.projectcounter.org/code-of-practice-sections/general-information/>

² Counter Registry of compliance <https://registry.projectcounter.org/>

Formations

Le GTI n'a pas réalisé de formation cette année, que ce soit sur le standard Counter 5 ou les programmes ezParse et ezMesure (pour lesquels l'ezTeam propose des formations dédiées). La mise en place du standard Counter 5.1 sera l'occasion de repenser une offre de formation à destination des collègues concernés dans les établissements du consortium.

Activités et perspectives 2023-24

Voici quelques-uns des dossiers qui vont occuper le groupe les prochains mois :

- Poursuite de la réflexion autour d'outils qui pourraient constituer une plateforme statistique : les dernières évolutions d'ezMESURE avec la mise en place en production du module ezCOUNTER, l'adoption et l'utilisation désormais routinière de l'outil de gestion consortiale Consortia Manager, donnent de nouvelles perspectives sur le lieu optimal de rassemblement, de croisement et de présentation des différentes données consortiales. La réflexion se poursuivra en 2023 avec les saisies en conditions réelles des enquêtes ERE et ESGBU couplées à la déclaration des points d'accès SUSHI/COUNTER et les moissons qu'elles permettent. Des évolutions du module ezCOUNTER sont prévues pour 2023, elles s'articulent autour de la mise en place d'un module de reporting, pour faciliter l'envoi de données formatées au sein des établissements, et du déploiement d'un système de gestion fin des droits d'accès des utilisateurs des outils EZ, particulièrement pertinent pour les regroupements d'établissements. Enfin, un enrichissement des données d'usage avec les métadonnées du site miroir ezUnpaywall va permettre une plus grande valorisation des consultations des ressources en open access.
- Autour de COUNTER, poursuite de la traduction en français des vidéos sur le standard Counter 5 dans sa version 5.1. Celles-ci seront désormais aussi dans la nouvelle médiathèque³ du site COUNTER où toutes les nouvelles vidéos et supports de formation sont mis en ligne.
- Refonte de la palette de formations avec un module sur EzCounter/ COUNTER 5.1, et des formations sur l'évaluation des ressources numériques, notamment via les réseaux des Centres Régionaux de Formation aux Carrières des Bibliothèques (CRFCB), et des Unités Régionales de Formation à l'Information Scientifique et Technique (URFIST)
- Promotion auprès des éditeurs qui ne le sont pas encore, de la nécessité de la mise en conformité COUNTER 5 (le fait de ne pas apparaître dans les tableaux de bord "publisher" sur ezMESURE se fait au détriment des ressources qui ne sont pas représentées).



La refonte de l'eSGBU

Un groupe de travail coordonné par le Ministère de l'ESR, comprenant des membres de l'ADBU et de Couperin, s'est réuni entre juin 2021 et janvier 2022 pour réfléchir à l'évolution des questions de l'Enquête statistique sur les bibliothèques universitaires et les services documentaires (eSGBU) liées aux collections numériques (ressources numériques acquises et archives ouvertes). L'objectif était d'actualiser en particulier les questions et les consignes de saisie du Groupe usages numériques / Documentation numérique / Documentation numérique acquise en tenant notamment compte des évolutions de la documentation électronique et de l'introduction de la norme Counter 5, dans une perspective de clarification et d'homogénéisation des pratiques. Le travail et la consultation des membres du groupe s'est poursuivie pendant l'année 2022 et le premier trimestre 2023.

Dans le cadre de son action de soutien à l'accès ouvert à l'information scientifique, et à toute initiative destinée à amplifier le développement d'une science plus ouverte, Couperin encourage et facilite le soutien à certains acteurs œuvrant pour la science ouverte au niveau national et international.

Soutien aux initiatives de science ouverte

Couperin a lancé auprès de ses membres, comme l'année passée, une campagne d'adhésion à des tarifs négociés au DOAJ et à SPARC Europe.

Pour rappel, le *Directory of Open Access Journals* assure au profit des bibliothèques académiques et de recherche ainsi que de la communauté des chercheurs, un travail de repérage, signalement et évaluation des revues en open access. Le DOAJ travaille également avec les éditeurs à la mise en conformité des revues en open access aux bonnes pratiques et critères de qualité scientifique et éditoriale.

SPARC Europe⁴ est une association de promotion de la science ouverte, qui intervient auprès des instances européennes, nationales ou supranationales pour faire avancer les questions liées à l'ouverture des publications, des données, des ressources pédagogiques et de recherche.

Suite à cette campagne, 63 établissements français (33 en 2021) soutiennent le DOAJ et 45 (46 en 2021) SPARC Europe. Cette campagne a également été l'occasion de mettre en avant les initiatives de soutien à la science ouverte sélectionnées par le dispositif SCOSS⁵, dont SPARC Europe est à l'origine :

- La plateforme de preprint arXiv.org
- La plateforme de publications en accès ouvert de l'aire latino-américaine Redalyc
- La solution d'archive ouverte DSpace

La campagne d'adhésion 2022 a été gérée partiellement par Consortia Manager, ce qui en a simplifié la gestion, pour les membres mais surtout pour les infrastructures soutenues. En 2023, le consortium envisage de proposer une solution simplifiée d'adhésion, afin de faciliter le soutien de ces initiatives par les établissements français.

ORCID

Le consortium ORCID France regroupe 52 membres en 2022. Son objectif est de faciliter l'adoption des identifiants ORCID au niveau français et coordonner la remontée des besoins exprimés par ses membres auprès d'ORCID.

En 2022, la France compte plus de 46 000 identifiants sur la plateforme ; plusieurs événements ont permis par ailleurs de consolider la présence française au sein de la gouvernance d'ORCID :

- Un représentant français a été élu au *Board* pour un mandat de 2 ans (2023-2025).
- Couperin a accueilli l'assemblée générale du consortium ORCID France. Celle-ci a permis de renouveler les membres du comité exécutif d'ORCID France.

Une étude pour mieux comprendre et accompagner l'usage des identifiants numériques des contributeurs de la recherche, en particulier dans le cadre de réponses à des appels à projet, a été lancée par le réseau des URFIST, ses résultats sont attendus courant 2023. Dans la même optique, une collaboration avec l'ANR est en cours pour l'intégration d'identifiants ORCID dans le portail national des financeurs.

Une évolution du modèle économique d'ORCID est à l'étude pour 2023.



⁴ <http://sparceurope.org/about/>

⁵ <https://scoss.org/how-it-works/current-funding-calls/>



OpenAIRE

Le projet OpenAIRE a évolué et est désormais constitué en association, celle-ci est financée par la Commission Européenne dans le cadre d'appels à projets européens. Ces financements seront secondés par la suite par les adhésions des membres et la facturation de certains services.

Le consortium Couperin est le *National Open Access Desk (NOAD)* d'OpenAIRE pour la France. À ce titre, son représentant siège à l'*executive board* de l'association : en 2022, il s'est agi de mettre en place l'équipe de permanents de l'association, de suivre les appels à projets sur lesquels OpenAIRE pouvait se positionner, de participer à la rédaction et de valider certains documents comme la feuille de route 2023-2025 ou le changement des statuts.

Le NOAD relaye auprès de la communauté française les actions de formation régulièrement organisées par l'équipe d'OpenAIRE pour les fournisseurs de données (principalement responsables d'archive ouvertes institutionnelles, mais aussi d'entrepôts de données de recherche) et assure également l'information et la formation des professionnels de l'IST ou des chercheurs eux-mêmes, par l'envoi d'une lettre d'information trimestrielle et l'organisation de séances de formations en collaboration avec l'ENSSIB.